

DÉPARTEMENT
TRAVAUX, PRESTATIONS TECHNIQUES, ÉNERGIE

Nicolas VILAIN
Directeur Délégué

Jean-François SIERON
Directeur des Finances et
Ressources matérielles

**Cellule des Marchés
Publics**
☎ 02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
J.L LETELLIER
Responsable des Services
Technique et sécurité CHI
CVS Lillebonne

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Marché de Maitrise d'œuvre

**Pour la réfection du service des Urgences du Centre Hospitalier
Intercommunal Caux Vallée de Seine**

Suite à un incendie.

Procédure d'urgence simple.

Numéro de la consultation : 25DTP015

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support. Il est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD de Beuzeville
- EHPAD la Belle Etoile de Montivilliers
- EHPAD les Escales du Havre

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *L'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- Est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- Assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- Est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir Adjudicateur	
Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction Général du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

ÉTABLISSEMENT DU GHT – Acheteur et Maître d'Ouvrage	
Dénomination : Centre Hospitalier Intercommunal CAUX VALLE DE SEINE	Direction : Direction des Service Techniques et Logistiques
Adresse Siège social : 19 Avenue René Coty 76170	CP : 76170
Localité / Ville : Lillebonne	Pays : France
Téléphone : 02 35 39 35 20	Télécopieur : 02 35 39 35 93
Courrier électronique (Mail) : equipe-achat@chi-cvs.fr	SIRET : 267 601 730 00018

3.1 **Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre relatif au projet de remise en état des locaux du service des urgences de l'hôpital de Lillebonne, consécutivement à l'incendie survenu le 29 juin 2025.

Les prestations portent sur :

- La remise en état des locaux sinistrés,
- La reprise des désordres causés par l'incendie,
- La réhabilitation des façades du bâtiment impacté,
- Les interventions sur les locaux techniques annexes,
- Les ajustements nécessaires dans les services et locaux touchés indirectement,
- Ainsi que la modification de certaines pièces afin d'adapter la structure aux besoins actuels de prise en charge des patients.

Le bâtiment des urgences de Lillebonne a été construit en 2014/2015, avec des adaptations réalisées en 2023/2024.

Compte tenu de l'urgence à restaurer la capacité d'accueil du service des urgences — service public hospitalier vital —, la présente procédure est conduite sous la forme d'un appel d'offres ouvert avec réduction des délais, conformément à l'article R.2161-2 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur justifie cette réduction de délai à 15 jours pour la remise des offres, en raison du caractère urgent des interventions à mener, afin de rétablir rapidement les conditions nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des patients et du personnel hospitalier.

3.2 **Nomenclature européenne**

Classification principale
Services d'architecture (71200000-0)
Services d'ingénierie de la construction (71300000-0)

3.3 **Procédure de passation**

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure d'appel d'offre ouvert, en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

3.4 **Forme du marché**

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre, en application des articles L. 2431.1 à L 2432.2 du Code de la Commande Publique.

Le montant des travaux est estimé à 1 350 000.00 € HT. (Surface estimée 900 M²)

Il ne comporte pas de remise de prestation d'intention.

3.5 **Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 **Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution**

Cette procédure d'achat concerne le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne).

Lieux d'exécution : le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne).

3.7 **Décomposition**

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Projet nécessitant une équipe pluridisciplinaire. Cette motivation est liée à l'urgence de la situation.

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une ou plusieurs variantes conformément aux articles R. 2151-8 et suivants le Code de la commande publique.

Exigences minimales

Le candidat ne pourra proposer des variantes que si ces dernières permettant de:

- Réaliser des économies d'investissement au maître d'ouvrage ;
- Réaliser des économies de maintenance et/ou d'exploitation à la maîtrise d'ouvrage ;
- Réaliser un gain de temps sur le planning général ;
- De prendre en compte une démarche de développement durable.

Elles doivent impérativement respecter l'identité architecturale du projet, notamment l'écriture des façades et la volumétrie du projet (gabarit, alignement ...).

Dans tous les cas, les variantes proposées devront permettre d'obtenir des performances techniques et économiques au moins équivalentes à l'existant. Les garanties apportées pour justifier ce point seront au moins égales à celles de la solution de base.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'une DPGF et d'une offre technique distincts de l'offre de base. La variante fait l'objet d'une description précise et explicite jointe à l'offre comportant tous les documents nécessaires à sa parfaite compréhension. Toute variante qui pourrait comporter des doutes sera systématiquement refusée.

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposeront qui indiquera les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges. Le dossier « variante » répondra au même niveau d'exigences de fond et de forme exprimées au présent Règlement de Consultation relativement à l'offre de base.

Article 4 Dispositions générales

4.1 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C. C. A. P. sous le nom de « Maître d'œuvre » sont précisées à l'Acte d'engagement.

4.2 Sous-Traitance

Le Maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-MOE.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2193-1 de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- ♣ La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances.
- ♣ Le comptable assignataire des paiements.
- ♣ Le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit joindre à l'acte spécial :

- ♣ Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il n'entre dans aucun cas des interdictions de soumissionner aux marchés publics,
- ♣ Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il est en règle avec les dispositions code du travail relatif à l'emploi des travailleurs handicapés,
- ♣ Les documents justifiant les capacités professionnelles, techniques, et financières du sous-traitant, ces documents étant les mêmes que ceux qui ont été exigés lors de la consultation pour la passation du présent marché.

Aucun sous-traitant ne pourra intervenir dans la réalisation des prestations sans avoir été préalablement agréé et ses conditions de paiement acceptées. Toute sous-traitance non déclarée qui serait portée à la connaissance du Maître d'ouvrage est sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché en application des dispositions de l'article 34 du CCAG-MOE.

4.3 Contrôle Technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du prestataire et ses missions seront alors communiqués au Maître d'œuvre.

4.4 Ordonnancement Pilotage et Coordination

La mission de d'ordonnancement, de pilotage et de coordination est confiée au Maître d'œuvre

4.5 Coordination en matière de sécurité et Protection de la santé

La mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sera attribuée ultérieurement, le nom du Coordonnateur sera alors communiqué au Maître d'œuvre.

Les membres du groupement de Maîtrise d'œuvre ne pourront répondre à cette nouvelle consultation.

4.6 Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

La réalisation des prestations de C.S.S.I. est confiée au Maître d'œuvre

4.7 Mission Economie de la Construction

La mission d'économie de la construction est confiée au Maître d'œuvre

4.8 Mode de dévolution des travaux

Le choix définitif du mode de dévolution sera arrêté au plus tard à la réception de l'avant-projet (AVP). Il ne sera pas accepté de revalorisation des honoraires de la maîtrise d'œuvre par rapport à l'allotissement. Le titulaire utilisera le marché de travaux de l'établissement pour gagner du temps sur la procédure de consultation.

Article 5 DURÉE DU MARCHÉ

Les missions afférentes au présent marché de maîtrise d'œuvre débiteront à la date de notification du marché et s'achèveront à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.

Le délai global prévisionnel de l'opération, incluant la phase de conception et de réalisation des travaux (hors période de garantie), est estimé à environ 7 mois.

Le calendrier prévisionnel s'articule comme suit :

Durée estimée de la mission de maîtrise d'œuvre : 7 mois, incluant l'ensemble des phases depuis le diagnostic jusqu'à la réception des travaux

Cette étape sera suivie de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) : 12 mois à compter de la date de réception des travaux.

Article 6 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Les pièces administratives particulières :

- le règlement de consultation (RC),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles,
- la lettre de candidature (DC1),
- la déclaration du candidat (DC2),
- la fiche de renseignement,
- Le tableau de présentation du candidat (opérateur unique ou groupement), de ses compétences, de ses moyens et de ses qualifications, intitulé « Tableau de présentation de l'équipe et des compétences » ;
- Le tableau de présentation des principales opérations comparables réalisées par le candidat (opérateur unique ou groupement), intitulé « Tableau de présentation des opérations comparables »;

- Le PowerPoint de « Présentation des références du mandataire »
- Les plans du bâtiment
- Les Ordres de service.

Les pièces générales/

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0).
- Le décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993.

Article 7 Contenu des éléments de Mission

7.1 Définition de la Mission de Maîtrise d'œuvre

La mission de Maîtrise d'œuvre est établie conformément aux :

- ♣ Articles R.2431-4 et suivants du code de la commande publique ».
- ♣ Décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de Maîtrise d'œuvre confiées par des Maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- ♣ L'arrêté du 21 Décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de Maîtrise d'œuvre confiés par des Maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

7.2 Contenu de la Mission

Le titulaire du marché se verra confier une mission de Maîtrise d'œuvre telle que définie dans les pièces du marché, étant précisé que la mission de Maîtrise d'œuvre sera une mission de base à laquelle seront ajoutées des missions complémentaires au sens des articles R. 2431-1 et suivants du Code de la commande publique. Les prestations attendues seront décrites précisément dans les pièces du dossier.

Il est question d'un marché de Réhabilitation de bâtiment.

7.2.1 Mission de Base

CODE	Libellé
Diag	Diagnostic
ESQ	Esquisse
APS	Avant-projet Sommaire
APD	Avant-projet définitif et dossier de demande d'autorisation de Travaux / PC
PRO	Etude de projet
DCE	Dossier de consultation des entreprises
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
Visa	Visa des études d'exécution particulières, des plans de chantier et des plans d'atelier
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et suivi de l'année de parfait achèvement.

7.2.2 Missions complémentaires

CODE	Libellé
SYN	Synthèse et Exécution des plans de synthèse
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
DQE technique	Détail quantitatif et estimatif technique
SSI	Mission de coordination SSI

L'ensemble des interventions du titulaire du marché (y compris sur site), études, réunions etc., nécessaires à la bonne exécution de la mission du maître d'œuvre sont comprises dans le prix global et forfaitaire du marché.

8.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront mis au point suite au diagnostic.

Durée estimée de la mission de maîtrise d'œuvre : 7 mois, incluant l'ensemble des phases depuis le diagnostic jusqu'à la réception des travaux

Cette étape sera suivie de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) : 12 mois à compter de la date de réception des travaux.

Ce délai de réalisation s'entend hors congés annuels d'entreprises, intempéries et délais éventuellement nécessaires aux fouilles archéologiques au titre de l'Article L. 531-14 du Code du Patrimoine.

8.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG-MOE sont seules applicables. Le Titulaire du marché est tenu de signaler au Maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, tout événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution avec toutes justifications permettant au Maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées.

8.3 Exécution de la mission de Maîtrise d'Œuvre**8.3.1 Coût prévisionnel des travaux**

L'exécution des études d'Avant-Projet Détaillé permettra au Maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation Cp.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le Maître d'œuvre au moment de la remise des prestations APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître de l'ouvrage à l'article 4 de l'Acte d'engagement (Cp) assorti du taux de tolérance $T01 = 3\%$, le Maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet Détaillé par le Maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût des travaux Cd que le Maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après.

Le coût des travaux (Cp) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un Maître ;
- Des frais éventuels de Contrôle technique et de coordination de sécurité et protection de la Santé (CSPS)
- De la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- De tous les frais financiers.

8.4 Conditions économiques d'établissement et seuil de tolérance

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (Mo Etudes) fixé à l'article 6.1 du C.C.A.P.

8.4.1 Coût de référence des travaux

Lorsque le Maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées économiquement, tous critères confondus, comme économiquement les plus avantageuses par le Maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0 – 6 mois des offres travaux ci-dessus et au mois M0 – 6 mois de remise des études APD du marché de Maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le Maître d'Ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse.

Le Maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le Maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou engager une nouvelle négociation.

8.4.2 Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel C_p des travaux sur lequel s'engage le Maître d'œuvre au stade des études d'Avant-Projet Détaillé (A.P.D.) est affecté du taux de tolérance « T01 » tel que défini à l'article 3.3 de l'Acte d'engagement.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux.

En cas de dépassement du seuil tolérance, le Maître de l'ouvrage pourra demander au Maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire, ou accepter le C_p proposé.

Le coût définitif C_d des travaux sur lequel s'engage le Maître d'œuvre au stade des études d'Avant-Projet définitif (A.P.D.) est affecté du taux de tolérance T01, tel que défini à l'article 3.3 de l'Acte d'engagement.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux de la phase de travaux considérée.

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le Maître de l'ouvrage pourra demander au Maître d'œuvre d'adapter ses études pour la phase considérée, sans rémunération supplémentaire.

8.4.3 Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance T02.

La limite de tolérance (L_t) est donnée par la formule :

$$L_t = P_{Tp} \times (1 + T02)$$

dans laquelle P_{Tp} = Coût total des travaux H.T., arrêté par le Maître d'ouvrage à la fin des travaux.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux de chaque phase.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux de la phase, le Maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'ouvrage le lui demande.

Les travaux complémentaires significatifs, définis suite à une demande du Maître d'ouvrage, postérieure à la date de notification du marché, d'ajouter ou de modifier significativement des prestations par rapport au programme technique détaillé, ou réputés indécélables à la remise de l'offre, ne sont pas pris en compte pour l'appréciation du seuil de tolérance.

8.4.4 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

8.4.5 Comparaison entre réalité et Tolérance

Le coût constaté déterminé par le Maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, hors travaux complémentaires demandés par la Maîtrise d'ouvrage.

Les travaux modificatifs, réalisés suite à une demande du Maître d'ouvrage postérieure à la date d'arrêté des coûts provisoires de chaque phase (à la réception par le Maître d'ouvrage de l'élément Avant-projet), ne sont pas pris en compte.

8.4.6 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article XII.3, le concepteur supporte une pénalité non libératoire égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération T_x fixé à l'article 3 de l'Acte d'engagement multiplié par 3.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10 % du montant de la rémunération T_x des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

8.4.7 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs demandés par le Maître d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance défini aux articles 17 et 18, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

8.4.8 Ordres de services

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'Exécution des Travaux » (DET), le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G.-MOE.

La carence constatée du Maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/2000ème du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

A la notification de la date de commencement des travaux ;

A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du Maître de l'ouvrage.

Les ordres de service dont copie doit être remise au Maître de l'ouvrage sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

8.4.9 Protection de la main d'œuvre, de l'hygiène, des conditions de travail et de sécurité sur le chantier

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-MOE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) sera prévue dans les conditions de l'article 1 du présent C.C.A.P.

8.4.10 Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1V Section IV.4 du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord du Maître d'ouvrage.

8.4.11 Utilisation des résultats

Si les prestations ou les résultats de ce marché constituent des œuvres originales, son titulaire concède au Maître de l'ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites œuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché.

Cette concession vaut sur le territoire du Maître de l'ouvrage pour assurer les objectifs de ce marché.

8.4.12 Arrêt de l'exécution de la prestation

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis à l'article 3 du présent C.C.A.P., entraînant une résiliation sans indemnité du marché.

8.4.13 Achèvement de la mission

La mission du Maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de Parfait Achèvement » (prévue à l'article 44.1. du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du Maître d'œuvre, par le Maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 9 PRIX DU MARCHÉ et REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Forfait de rémunération

9.1.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

9.1.1.1 Forfait provisoire de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est fixé dans l'Acte d'engagement. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 études figurant en article 6.1 du CCAP

9.1.1.2 Forfait définitif de rémunération

Le forfait définitif de rémunération de Maîtrise d'œuvre est fixé à l'issue des études d'avant-projet définitif dans les conditions suivantes :

En raison de la nature du sinistre et des éléments qui peuvent être découverts lors de la phase étude en plus ou moins par rapport à l'estimation initiale, le forfait définitif de rémunération sera calculé en appliquant le taux de rémunération au montant prévisionnel phase APD.

Un avenant fixera alors le forfait définitif de rémunération.

9.1.1.3 Forfait définitif de rémunération

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments au remboursement de frais au titre de la même mission y compris en cas de prolongation du délai d'exécution.

Le Maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

9.2 Prix

9.2.1 Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois défini à la signature de l'acte d'engagement ce mois est appelé mois M zéro (M0).

- Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure est l'index ING Ingénierie.

9.2.2 - Modalités de révision des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois M0 – 6 mois et au mois n (mois de réalisation des prestations – 6mois).

9.2.3 - Pour les éléments d'études Esquisse, APS, APD, PRO,DCE,DQE et ACT

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au Maître de l'ouvrage – 6 mois;

9.2.4 - Pour l'élément VISA

Index du mois au cours duquel les documents prévus au C.C.T.P. sont remis par le Maître d'ouvrage – 6 mois;

9.2.5 - Pour les éléments SYN et DET et la mission de CSSI et OPC

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée – 6 mois;

9.2.6 - Pour l'élément AOR

Il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au Maître de l'ouvrage -6 mois et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement -6 mois

9.2.7 - Coefficients de révision

Afin de simplifier les révisions, il est pris à chaque calcul l'index – 6 mois.

Toutefois, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le Maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le Maître de l'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés, ou au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'Acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

10.1 - Garantie financière

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande (GPD) à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10.2 - Les avances- conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

10.3 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- En cas de cotraitance : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement conjoint d'entreprises) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement solidaire d'entreprises), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant ; cette décision est notifiée au sous-traitant et au Pouvoir adjudicateur ;
Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
Le Pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
Ce délai court à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
Le Pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.4 - Pour l'établissement des documents d'études

Les prestations incluses dans les éléments Diag, Esquisse, APS, APD, PRO, DCE, OPC phase étude sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier d'études : 30 % ;
- Après validation par le Maître de l'ouvrage : 70 %.

10.5 - Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après réception du dossier de consultation des entreprises : 30 % ;
- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 70 %.

10.6 - Pour l'exécution des VISA, SYN, CSSI

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée des travaux mais aussi par rapport au service fait.

10.7 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

10.7.1 Élément DET (Direction des Travaux) et OPC phase travaux

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- ♣ 90 % de cet élément sera réglé sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée des travaux ;
- ♣ Le solde, après règlement par le Maître d'ouvrage de tous les décomptes généraux d'entreprises.

10.7.2 Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement) et OPC

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- ♣ 40 % après les opérations préalables à la réception ;
- ♣ 25 % à la levée de la dernière réserve ;
- ♣ 25 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés ;
- ♣ 10 % à l'expiration du délai de parfait achèvement, éventuellement prolongé.

10.8 - Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments esquisse, APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'Acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, **il sera procédé, à un réajustement de la répartition des honoraires, uniquement à compter de la phase APD.** Aucun ajustement des phases esquisse et APS ne sera effectué.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'Acte d'engagement.

10.9 - Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

10.9.1 Etat périodique

L'état périodique, établi par le Maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

10.9.2 Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du C.C.A.G.-MOE., le Maître d'œuvre envoie au Maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

10.9.3 Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le Maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- ♣ L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- ♣ Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le Maître d'œuvre des documents d'études.

10.9.4 Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au Maître d'œuvre est déterminé par le Maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.3 du présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente;
3. L'incidence de la T.V.A. ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au Maître d'œuvre.

Le Maître de l'ouvrage notifie au Maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du Maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

10.10 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-MOE, le Maître d'œuvre adresse au Maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

-Décompte final

Le décompte final établi par le Maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article XII section XII.5 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

- Décompte général - Etat du solde

Le Maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;

- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître de l'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'œuvre.

10.11 - Mode de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11 GARANTIES FINANCIÈRES

Il sera appliqué, sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de 5% destinée à garantir le Maître d'Ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier pourrait être créancier à un titre quelconque dans le cadre du marché.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, le maître de l'ouvrage refuse que le titulaire engage une caution personnelle et solidaire. Celle-ci sera complétée en cas d'avenant.

La retenue de garantie ou la garantie à première demande, sont libérées dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé au CCAG-MOE, sauf si le maître de l'ouvrage a signalé à l'entrepreneur et à la caution, par lettre recommandée que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations.

Article 12 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ET DECENNALE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le Maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Cette attestation établie par la Compagnie d'assurance devra notamment mentionner :

- L'identité de la Compagnie d'assurance,
- Le numéro, le type, la date d'effet du contrat,
- Le nom et l'adresse du Maître d'ouvrage délégué,
- La désignation de l'opération et son adresse,
- Le coût total estimé de l'opération qui sera communiqué par le Maître de l'ouvrage,
- La date de déclaration d'ouverture du chantier qui sera communiqué par le Maître d'ouvrage,
- La nature des prestations réalisées dans le cadre de cette opération,
- Le montant des honoraires relatifs à ces prestations,
- Les garanties accordées et leurs montants,
- Les différentes franchises prévues.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Et sur simple demande du Maître de l'ouvrage, il devra justifier, à tout moment, qu'il est à jour du paiement de ses primes d'assurance afférente. Le Maître d'ouvrage pourra suspendre les paiements des décomptes du maître d'œuvre si ce dernier ne produit pas lesdits justificatifs.

Article 13 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

13.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé par emprunt les dépenses seront affectées aux budgets d'investissement de l'établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

13.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 12 du CCAG-MOE.

13.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12.6 du CCAG- MOE.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **Le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **Le numéro du marché,**
- La date d'exécution des prestations
- La nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- La décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- Le montant hors taxe des services en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-MOE, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des travaux ou prestations exécutées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront déposées via chorus pro (<http://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service : ****.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5 du CCAG-MOE.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

13.4 Délai global de paiement

Les règles relatives à la fixation, au déclenchement et à l'interruption du délai de paiement sont celles fixées par le Code de la commande publique des articles R. 2192-11 à R. 2192-30.

Lorsqu'un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement les articles L. 2192-10 à L. 2192-14 du Code de la commande publique sont applicables.

Article 14 DELAIS et PÉNALITÉS POUR RETARD

14.1 Délais – Pénalités Phase Etudes

14.1.1 - Établissement des documents d'études

Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés de façon globale de la phase Diag à la phase DCE à 1.5 mois à partir de la date de notification.

Pénalités pour retard

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le Maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités journalières dont le montant par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant total du marché avec :

<i>Code</i>	<i>Délais</i>
APS	1/1000
PC	1/1000
APD	1/1000
PRO	1/1000
DCE	1/1000
Rapport d'analyse offres ACT	1/1000
VISA ou SYNTHÈSE	1/1000
CR réunions de chantier	1/1000
DOE	1/500
DGD	1/1000

14.1.2 - Réception des documents d'études

14.1.2.1 - ***Présentation des documents***

Compte tenu de l'urgence de la prestation, le Maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

14.1.2.2 - ***Nombre d'exemplaires***

Les documents d'études sont remis par le Maître d'œuvre au Maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le Maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

<i>Code</i>	<i>Nombre Exemplaires papier</i>	<i>Nombre Exemplaires Informatiques (USB)</i>
APS	4	4
PERMIS DE CONSTRUIRE	Réglementaire + 1	4
APD	4	4

PRO	4	4
Code	Nombre Exemplaires papier	Nombre Exemplaires informatiques (USB)
DCE	4	4
DOE	4	4

- Délais

Conformément à l'article 21 du C.C.A.G.-MOE, la décision par le Maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du C.C.A.G.-MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le Maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

14.2 Délais – Pénalités Phase Travaux

14.2.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le Maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 20 du C.C.A.G.- MOE, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le Maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies au C.C.A.G.-MOE, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au Maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

14.2.1.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

14.2.1.2 - Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000^{ème} du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte des travaux correspondant.

14.2.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du C.C.A.G.-Travaux, le décompte général.

14.2.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 10 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

14.2.2.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le Maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1500^{ème} du montant du décompte général.

Si le Maître d'œuvre n'a pas transmis au Maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le Maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'œuvre défaillant.

14.2.3 - Pénalités pour absence aux réunions

L'équipe est constituée conformément aux dispositions de l'article 1.2 du présent C.C.A.P.

Une réunion mensuelle de suivi de l'opération est organisée et animée par le maître d'ouvrage. Elle réunit la Maîtrise d'œuvre (des représentants de l'architecte, des divers bureaux d'études et experts, du Coordonnateur SSI), le Bureau de Contrôle et le Coordonnateur S.P.S.

Par ailleurs, une réunion hebdomadaire de suivi de chantier sera organisée par l'OPC, réunissant à minima la Maîtrise d'œuvre (des représentants de l'architecte, des divers bureaux d'études et experts, du Coordonnateur SSI) et les entreprises. La Maîtrise d'ouvrage et son assistant y seront systématiquement invités. Les autres intervenants seront convoqués suivant les besoins.

Enfin, le Maître d'ouvrage pourra à sa diligence convoquer l'ensemble des participants à des réunions de suivi extraordinaires suivant les besoins.

En cas d'absence à ces réunions ordinaires ou extraordinaires, les intervenants dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500 € par absence et par représentant.

14.2.4 - Pénalités pour non remise de documents

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les groupements devront être remis au Maître d'ouvrage et à son Assistant au plus tard le jour de la réception des travaux.

A défaut, et à compter de cette date, une pénalité de 500 € par jour calendaire sera appliquée au Maître d'œuvre.

14.2.5- Pénalités pour non remise de l'attestation de conformité en fin de chantier

L'attestation de conformité de l'ouvrage aux prescriptions des C.C.T.P., éventuellement modifiés par avenant signé du Maître d'ouvrage, devra être fournie au plus tard au jour de la réception, signée de l'ensemble des membres du groupement de Maîtrise d'œuvre.

A défaut, et à compter de cette date, une pénalité de 500 € par jour calendaire sera appliquée au Maître d'œuvre.

14.3 - Instruction des mémoires de réclamation

14.3.1- Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

14.3.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1/2000ème du montant initial du marché.

Article 15 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du dossier de consultation ou si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, l'établissement du GHT se réserve le droit faire exécuter les prestations concernées par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en défaut, conformément au CCAG-MOE.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers de l'établissement de santé.

Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'Acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4 du C.C.A.G.-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G.-MOE., traitant de la résiliation pour faute du titulaire (article 30) et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Article 16 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- L'ajout, la suspension ou la suppression de prestation prévus initialement au marché ;
- L'augmentation ou la diminution des quantités prévues initialement au marché ;
- La modification de la durée du marché ;
- Les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- Des adaptations techniques éventuelles.

Article 17 TRAVAUX SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et si le GHT en avait le besoin, un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des travaux similaires exécutées par le titulaire. Ces marchés ne pourront être conclus pour une durée supérieure à trois ans.

Article 18 RÉSILIATION

18.1 Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage

Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, les missions du maître d'œuvre sont arrêtées. Les montants des prestations réalisées seront facturés et soldés suivant avancement, concernant les éléments de missions concernés par la résiliation du marché, le maître d'œuvre ne percevra aucune indemnité.

18.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 20 à 29 inclus du C.C.A.G.-MOE avec les précisions suivantes :

- ♣ Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30,31 ou 34 du C.C.A.G.-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'œuvre et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 20 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.
- ♣ Par dérogation, le marché pourra être résilié dans le cas où le Maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé du présent C.C.A.P., ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel ; en ce cas, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 2 % du montant global de son marché.
- ♣ D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues conformément aux articles 45-4°-c, 45-1°-a, 45-2° de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 19 LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

19.1 Voies de recours

Article 20 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-MOE, explicitées dans les articles désignés ci- après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- ♣ L'article 6 déroge à l'article 4 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre
- ♣ L'article 14.1 déroge à l'article 16 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre
- ♣ L'article 14.3 déroge à l'article 35 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre
- ♣ L'article 18 déroge à l'article 33 et 34 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre

Lu et approuvé par le Maître d'œuvre, à _____ ,
le

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 11 juillet 2025